

Marché n°2024-07

**Instauration de servitude d'utilité publique MAPTAM
sur 4 systèmes d'endiguement du Guillestrois-
Queyras**

Règlement de la consultation

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :

JEUDI 16 MAI 2024 A 12H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.1. PRESENTATION	3
1.2. COORDONNEES	3
ARTICLE 2 : FORME ET OBJET DU MARCHÉ	3
2.1. OBJET DU MARCHÉ	3
2.2. PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 3 : DISPOSITIONS GENERALES	3
3.1. DECOMPOSITION DU MARCHÉ	3
3.2. FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	3
3.3. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
3.4. VARIANTE	4
3.5. DELAI D'EXECUTION	4
3.6. MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
5.1. LANGUE	5
5.2. DOCUMENTS A PRODUIRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE	5
5.3. DOCUMENTS A PRODUIRE AU TITRE DE L'OFFRE	6
5.4. SIGNATURE	6
ARTICLE 6 : CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	6
6.1. MODALITES DE DEPOT	6
6.2. COPIE DE SAUVEGARDE	7
6.3. SIGNATURE ELECTRONIQUE	7
6.4. SECURITE INFORMATIQUE	7
6.5. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	7
ARTICLE 7 : JUGEMENT DES OFFRES	7
7.1. CRITERES DE JUGEMENT	7
7.2. RECOURS A LA NEGOCIATION	8
7.3. SUITE DONNEE A LA CONSULTATION	8
ARTICLE 8 : PROCEDURES DE RECOURS	8
8.1. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS	8
8.2. ORGANE CHARGE DES PROCEDURES DE MEDIATION	8
8.3. INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS	8

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. PRESENTATION

L'acheteur est la communauté de communes du Guillestrois-Queyras (CCGQ) compétente en termes de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) dans les conditions prévues à l'article L211-7 du code de l'environnement.

1.2. COORDONNEES

Les coordonnées de l'acheteur sont les suivantes :

Communauté de Communes du Guillestrois et du Queyras
BP 12 - Passage des Ecoles
05600 GUILLESTRE
www.ccguillestroisqueyras.fr

ARTICLE 2 : FORME ET OBJET DU MARCHE

2.1. OBJET DU MARCHE

Dans le cadre de la régularisation administrative des ouvrages hydrauliques dont elle est gestionnaire, la CCGQ doit justifier de la maîtrise du foncier. Aussi, elle souhaite faire appel à un prestataire externe pour établir des servitudes d'utilité publique de type MAPTAM sur 4 systèmes d'endiguement classés ou en cours de classement sur son territoire :

- le système d'endiguement du Cristillan à Ceillac ;
- le système d'endiguement du Chagnon à Vars Sainte Marie ;
- le système d'endiguement du Chagne à Vars Sainte Marie ;
- le système d'endiguement du Guil à Eygliers Saint Guillaume.

2.2. PROCEDURE DE PASSATION

Conformément à l'article R.2123-1 du code de la commande publique, le présent marché de prestations intellectuelles est passé selon une procédure adaptée.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS GENERALES

3.1. DECOMPOSITION DU MARCHE

Le présent marché est décomposé en 3 lots :

- lot 1 : SE du Cristillan à Ceillac ;
- lot 2 : SE du Chagnon et du Chagne à Vars Sainte Marie ;
- lot 3 : SE du Guil à Eygliers Saint Guillaume.

3.2. FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

3.2.1. Co-traitance

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer à ce stade aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Les groupements conjoints et solidaires sont donc autorisés. Conformément à l'article R.2142-21 du CCP, il est

interdit aux candidats de présenter leur offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Toutefois, le groupement attributaire du marché pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer à la demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R.2142-24 du CCP.

3.2.2. Sous-traitance

Les règles relatives à la sous-traitance (déclaration, paiements) mentionnées aux articles R.2193-1 et suivants du CCP s'appliquent au présent marché.

L'opérateur économique titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Eu égard à l'obligation d'exécution personnelle du contrat par le titulaire, l'éventuelle sous-traitance ne pourra concerner que des prestations accessoires du marché.

3.3. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont les suivantes :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Service de conseil et de représentation juridiques (79110000-8)	
Services de conseil juridique	En matière foncière (QB43-5)
Protection environnementale (907200000-0)	Services de protection contre les risques ou dangers naturels (90721800-5)

3.4. VARIANTE

Les variantes, c'est-à-dire des modifications de spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation, ne sont pas autorisées.

3.5. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du marché est fixé par le candidat à l'article 6 de l'acte d'engagement. Il court à partir de la notification jusqu'à la réception de la totalité des prestations affermies du présent marché.

3.6. MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT

Tel que détaillé à l'article 5 du CCAP, les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de la demande de paiement par l'administration augmentée de deux jours.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (liste des pièces fournies au candidat par le pouvoir adjudicateur) du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- La décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) ;

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

Le CCAG des marchés publics de prestations intellectuelles arrêté en date du 30 mars 2021 est réputé connu des candidats.

ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1. LANGUE

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. En vertu de l'article R.3122-18 du CCP, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.2. DOCUMENTS A PRODUIRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- Les renseignements concernant la **situation juridique** de l'entreprise : déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 et suivants du CCP ;
- Les renseignements concernant la **capacité économique et financière** de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2143-3 du CCP :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Les renseignements concernant les **références professionnelles et la capacité technique** de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2143-3 du CCP :
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
 - Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ;
 - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours.

5.3. DOCUMENTS A PRODUIRE AU TITRE DE L'OFFRE

Le candidat aura à produire un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** (AE) et ses annexes, à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat (document fourni) ;
- Un **mémoire technique explicatif** (maximum 20 pages) précisant l'équipe chargée du projet et ses compétences ainsi que, pour chaque élément de mission détaillé au CCTP, les moyens utilisés et la méthodologie mise en œuvre pour répondre aux attentes du pouvoir adjudicateur. Ce mémoire devra être organisé, clair et précis ;
- La **décomposition du prix global et forfaitaire** (DPGF) détaillant les prix de chaque élément de mission (document fourni) ;
- Un **plan de charge technique et financier** détaillant, pour chaque élément de mission, le nombre de jours et le coût journalier affecté à chaque intervenant (chef de projet, ingénieur, technicien, sous-traitant...). Ce document devra être cohérent avec la DPGF et le planning de réalisation ;
- Un **planning** de réalisation détaillé par élément de mission et comprenant le nombre de jours passés, les délais de validation nécessaires par le maître d'ouvrage et/ou les services instructeurs, les réunions... Celui-ci devra être cohérent avec le délai d'exécution du marché proposé par le prestataire à l'article 6 de l'acte d'engagement ;
- Trois **références** similaires récentes et détaillées sur une page maximum. Le candidat sera jugé sur la pertinence de ses références choisies en lien avec le présent marché.

5.4. SIGNATURE

Seul l'attributaire du marché est tenu de signer son offre. Néanmoins, afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur offre (acte d'engagement) avant de la déposer sur la plateforme informatique.

ARTICLE 6 : CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

6.1. MODALITES DE DEPOT

Aucune transmission par voie papier n'est autorisée pour cette consultation conformément à l'article R.3122-10 du CCP. Les candidats devront remettre les pièces de la candidature et celles de l'offre sur la plateforme dématérialisée AWS du site www.marches-publics.info.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (dossiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le format électronique dans lequel les documents doivent être transmis est le format PDF.

6.2. COPIE DE SAUVEGARDE

Il est vivement recommandé de doubler le pli électronique par une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis de la consultation, sur support électronique ou sur support papier. La copie de sauvegarde sera utilisée par le pouvoir adjudicateur si les plis électroniques s'avéraient inutilisables. En l'absence de cette copie de sauvegarde, la candidature sera considérée comme irrecevable.

Cette copie doit être adressée au pouvoir adjudicateur dans la limite de réception des offres. En aucun cas le pouvoir adjudicateur ne peut demander, après la clôture des offres, une copie de sauvegarde.

Cette copie, électronique ou papier, est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde » ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée : « instauration de servitude d'utilité publique MAPTAM sur 4 systèmes d'endiguement du Guillestrois-Queyras ».

6.3. SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique des documents remis n'est pas obligatoire. Aussi, les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite de l'acte d'engagement par le pouvoir adjudicateur.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

6.4. SECURITE INFORMATIQUE

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

6.5. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 7 : JUGEMENT DES OFFRES

7.1. CRITERES DE JUGEMENT

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique comme spécifié aux articles R.2152-6 et R.2152-7 du CCP.

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection définis ci-dessous.

Critères	Pondération
Prix de l'ensemble de la prestation	50 %
Valeur technique de l'offre	50 %

La note sur le critère prix est appréciée en fonction des mentions portées sur la DPGF et l'acte d'engagement ; le prix total HT indiqué à l'article 4 de l'acte d'engagement prévalant. Pour le critère prix, il est appliqué directement la technique des ratios. La formule suivante est utilisée : (meilleur prix / prix proposé) x pondération ; le meilleur prix pouvant être l'offre la plus basse de l'un des candidats. Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.2. RECOURS A LA NEGOCIATION

Conformément à l'article R.2161-17 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier les offres sur l'ensemble du contenu y compris le prix et d'auditionner au maximum trois candidats. En cas d'échec, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'élargir la consultation à d'autres opérateurs économiques. Dans toutes ces hypothèses, le pouvoir adjudicateur pourra procéder par élimination successive des offres les moins avantageuses présentant un écart significatif avec les meilleures propositions.

A l'issue de son analyse et de l'éventuelle négociation, le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base de ses critères de choix.

Le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

7.3. SUITE DONNEE A LA CONSULTATION

Les attestations qui seront récupérées en mode automatique et sécurisé auprès des différentes administrations, sans intervention de l'entreprise, ne seront pas redemandées.

Il sera demandé au(x) candidat(s) retenu(s) de fournir :

- les certificats et attestations de l'article R.3128-18 du CCP qui n'ont pas été récupérés par voie dématérialisée au stade de la candidature ;
- l'acte d'engagement signé si l'offre déposée par le candidat sur la plateforme n'a pas été signée.

Le délai imparti pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours à compter de la date d'attribution du marché et dans tous les cas avant tout commencement d'exécution de la prestation.

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

ARTICLE 8 : PROCEDURES DE RECOURS

8.1. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS

Greffe du Tribunal administratif de Marseille
22-24 Rue Breteuil - 13 006 MARSEILLE
Tél. : 04 91 13 48 13
Fax : 04 91 81 13 87 ou 04 91 81 13 89
Mail. : greffe.ta-marseille@juradm.fr

8.2. ORGANE CHARGE DES PROCEDURES DE MEDIATION

Monsieur le Président du Comité consultatif Interrégional de règlement des litiges en matière de marchés publics
Préfecture de Région - CCIRAL - secrétariat général pour les affaires générales
Boulevard Paul Peytral - 13 282 MARSEILLE Cedex 20
Tél. : 04 91 15 63 74

8.3. INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS

Tribunal administratif de Marseille
22-24 Rue Breteuil - 13 006 MARSEILLE
Fax : 04 91 15 61 90